

# **Désobéir à l'Union européenne - « Ce n'est qu'une fois la rupture avec l'UE consommée que la vraie politique pourra commencer »**

mardi 8 avril 2014, par [DURAND Cédric](#), [KEUCHEYAN Razmig](#) (Date de rédaction antérieure : 7 janvier 2014).

**Parti pris : Cédric Durand et Razmig Keucheyan - L'abandon par les élites européennes de toute ambition de progrès social, au profit d'une gestion de la stagnation, ne laisse d'autre solution que la rupture avec l'UE.**

On a les rêves qu'on peut. Il n'y a pas si longtemps, les élites européennes ambitionnaient, dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, de faire de l'Union européenne *« l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale »*.

**« Les élites européennes ont désormais intégré qu'un taux de chômage à 10% ou 12% est une donnée irréductible de la situation »**

La crise est passée par là, et avec elle un long cortège de convulsions financières et de psychodrames institutionnels. Des ambitions d'autrefois il ne reste aujourd'hui plus rien : l'agenda de la compétitivité et de l'innovation n'a généré ni croissance, ni progrès social, ni encore moins de solutions aux grands défis écologiques de notre temps. À quoi rêvent désormais les élites européennes ? De stabilité. Que la catastrophe ralentisse son cours et leur laisse un peu de répit, ne serait-ce que pour quelque temps. C'est ce qui ressort des récents propos de Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne, l'un des hommes les plus puissants du continent.

Contre toute attente, la tonalité des entretiens accordés la semaine passée par Draghi à la presse est optimiste. Il n'est bien sûr plus question de faire de l'UE l'économie « la plus dynamique du monde », et pas davantage d'y promouvoir la « cohésion sociale ». Draghi se réjouit désormais de ce que le chômage semble se stabiliser en Europe à 12%. Le rythme de la croissance, ajoute-t-il, atteindra - peut-être - de 1,1% à 1,5%. Les mots « stabilité » et « stabiliser » sont prononcés pas moins de sept fois dans un entretien paru fin décembre dans le *JDD*. Les « *incertitudes refluent* », dit-il, invitant les gouvernements à « *continuer sur le chemin des réformes* ».

À la lecture des propos de Mario Draghi, une conclusion s'impose : les élites européennes - la frange de ces élites la moins encline à se raconter des histoires - ont désormais intégré qu'un taux de chômage à 10% ou 12% est une donnée irréductible de la situation. Elles ont intégré, par la même occasion, que la croissance restera déprimée, s'élevant au mieux à 1,5%, plus probablement autour de 0,5%. À supposer même que les « nouveaux modèles de croissance » que Draghi appelle de ses vœux voient le jour, leurs effets sur l'emploi ne se feraient sentir que dans des années, voire des décennies. Adieu la stratégie de Lisbonne. Gouverner la stagnation, tel est le nouvel horizon des dirigeants de l'UE.

**« L' « euro-keynésianisme » dont il était encore question au début de la crise n'est plus**

## **qu'un lointain souvenir »**

Depuis le 19<sup>e</sup> siècle, les avancées démocratiques sont indissociables du développement économique et social. Les périodes de crise, quant à elles, génèrent souvent des raidissements autoritaires. Conformément à cette règle, la stagnation qui s'installe donne lieu à des processus de régression démocratique. En réponse à la crise, les États européens ont accepté un « grand bond en avant » dans l'intégration européenne. Ils ont pour cela abdiqué l'essentiel de leur capacité d'initiative en matière économique, au profit d'institutions de l'UE – comme la Banque centrale – dont les fondements démocratiques sont dans le meilleur des cas très faibles, mais le plus souvent inexistant.

Si la fabrique du politique est désormais européenne, cela n'implique pas pour autant que la vie politique elle-même le soit devenue. Le fossé ne cesse de se creuser entre l'échelon continental et national : au premier l'initiative de la politique économique, au second le débat démocratique. En l'absence de mouvement social à l'échelle du continent, ce fossé va continuer à se creuser, et la dé-démocratisation s'accroître. Dans ce contexte, l'émergence d'une majorité de gauche en rupture avec le néolibéralisme, en capacité de gouverner l'UE, est tout simplement inconcevable. L'« euro-keynésianisme » dont il était encore question au début de la crise n'est plus qu'un lointain souvenir.

Pourtant, les partis de la gauche européenne (PGE), réunis récemment en congrès à Madrid, semblent encore attachés à cette option. Un budget européen substantiel et une banque centrale soutenant les finances publiques, des investissements dans les infrastructures écologiques et une assurance chômage continentale, parmi d'autres mesures, permettraient à leurs yeux l'émergence d'une autre Europe. Hélas, les obstacles à la mise en œuvre d'un tel programme sont infranchissables. Ces mesures sont contraires au code génétique des traités européens en vigueur. La construction de l'Europe s'est effectuée autour du projet « ordo-libéral » d'économie sociale de marché. Comme l'a montré Michel Foucault, dans cette perspective, *« la forme fondamentale de la politique sociale, ça ne doit pas être quelque chose qui viendrait contrebattre la politique économique et la compenser »*.

## **« Ce n'est qu'une fois la rupture avec l'UE consommée que la vraie politique pourra commencer »**

Il s'agit au contraire de permettre la prise en charge par le marché de l'ensemble des besoins sociaux. Le principe contraignant de concurrence libre et non-fauscée, l'indépendance de la banque centrale, les limites à la politique budgétaire, la libre circulation des capitaux, l'absence de politique sociale unifiée, découlent mécaniquement de ces prémisses. Prétendre réorienter l'Europe suppose donc au préalable de briser cette machine infernale.

Au cas où elle connaîtrait des succès électoraux dans un ou plusieurs pays, ce qui est tout à fait possible, une gauche en rupture avec le néolibéralisme sera donc placée devant une alternative implacable : ravalier ses ambitions de transformation écologique et sociale afin de devenir euro-compatible, ou désobéir et in fine rompre avec l'UE. Il n'y a pas de troisième possibilité. Ce n'est qu'une fois la rupture avec l'UE consommée que la vraie politique pourra commencer : politique de plein emploi, réorientation de l'économie en fonction des besoins sociaux, intégration internationale solidaire, planification de la transition écologique...

Laisser imaginer, comme le font des secteurs majoritaires de la « gauche de la gauche », qu'une « autre Europe est possible » à partir de celle qui existe, comporte un risque : celui de susciter le pessimisme et la désespérance parmi les militants et les électeurs. D'ici aux élections européennes de juin prochain, clarifier cette question est donc une nécessité. Un seul mot d'ordre s'impose pour cette campagne : désobéissance à l'Union européenne !

**Cédric Durand, Razmig Keucheyan**, 7 janvier 2014

---

**P.-S.**

\* <http://www.regards.fr/web/Desobeir-a-l-Union-europeenne,7338>

\* Cédric Durand est maître de conférences en économie à Paris 13

Razmig Keucheyan est maître de conférences en sociologie à Paris 4